

Faut-il vouloir restaurer l'autorité?

C'est devenu un lieu commun que d'affirmer que nous serions en manque d'autorité dans la famille, à l'école, en politique etc. Surfant sur ce consensus, certains en ont même fait leur fond de commerce électoral, élevant l'autorité au rang de valeur que mai 68 aurait foulée au pied et qu'il conviendrait de réhabiliter pour assurer le salut de la société.

C'est ce lieu commun que je m'efforcerai d'interroger car il est à mes yeux tout à la fois obscur et inquiétant. Obscur car ce qui frappe dans tous les débats sur l'autorité c'est l'absence d'une définition, ne serait-ce que minimale, du terme dont on peut dire qu'il est un de ces mots qui a manifestement « plus de valeur que de sens » (P. Valéry). Inquiétant ensuite, parce que ce retour en grâce de l'autorité me semble être l'un des principaux symptômes d'une montée en puissance d'une haine - inconsciente ? - de la démocratie. Le fait même que l'on pose le plus souvent le problème de l'autorité en termes de restauration ou de rétablissement est un signe manifeste d'un désir latent d'en revenir à un régime antérieur, le bon vieux temps de l'autorité, dont nous aurions eu tort de nous éloigner.

Pour interroger ce lieu commun, je m'efforcerai donc de définir l'autorité. Cela me permettra d'expliquer en quoi l'espoir de restaurer l'autorité est littéralement insensé mais aussi les raisons pour lesquelles il est néanmoins indispensable de penser les conditions de l'instauration d'une autorité en régime démocratique.

Emmanuel Jardin